

## CONDITIONS GENERALES DE LA COMMISSION DE LITIGES VOYAGES (Mai 2012)

Outre les garanties prévues dans les conditions générales ci-dessous, un cautionnement légal garantit nos engagements professionnels, dans les conditions prévues par A.R. du 30.06.1966 modifié par A.R. du 01.02.1975. Sa mise en jeu ne pourra avoir lieu qu'après mise en demeure par recommandée à la poste avec copie recommandée à M. le Commissaire Général au Tourisme, place de la Wallonie, 1 à 5100 Jambes.

<p><b>Article 1 Champ d'application</b> Ces conditions générales sont d'application aux contrats d'organisation et d'intermédiaire de voyages tels que définis par la loi belge du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation et d'intermédiaire de voyages.</p> <p><b>Article 2 Promotion</b> 1. Les informations contenues dans la brochure de voyages engageant l'organisateur ou l'intermédiaire de voyages qui a édité ladite brochure, à moins que : a) les modifications dans ces informations n'aient été clairement communiquées au voyageur, par écrit et avant la conclusion du contrat ; b) les modifications n'interviennent qu'ultérieurement, à la suite d'un accord écrit entre les parties au contrat. 2. L'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages peut supprimer, à durée déterminée ou indéterminée, tout ou partie de sa promotion de voyages.</p> <p><b>Article 3 Information à charge de l'organisateur et/ou de l'intermédiaire de voyage</b> L'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages sont tenus : 1. avant la conclusion du contrat d'organisation ou d'intermédiaire de voyages, de communiquer aux voyageurs par écrit : a) les informations d'ordre général concernant les passeports et visas ainsi que les formalités sanitaires nécessaires pour le voyage et le séjour, pour permettre au voyageur de rassembler les documents nécessaires. Les voyageurs non belges doivent s'informer des formalités administratives à accomplir auprès de l'(des) ambassade(s) ou consulat(s) concerné(s) ; b) les informations relatives à la souscription et au contenu d'une assurance et/ou assistance ; c) les conditions générales et particulières applicables aux contrats ; 2. au plus tard 7 jours calendaires avant la date du départ, de fournir par écrit aux voyageurs les informations suivantes : a) les horaires, les lieux des escales et correspondances ainsi que, si possible, l'indication de la place à occuper par le voyageur ; b) le nom, l'adresse, le numéro de téléphone, de fax et / ou l'adresse e-mail, soit de la représentation locale de l'organisateur et/ou de l'intermédiaire de voyages, soit des organismes locaux susceptibles d'aider le voyageur en cas de problème, soit directement de l'intermédiaire ou de l'organisateur de voyages ; c) pour les voyages et séjours de mineurs d'âge à l'étranger, les informations permettant d'établir un contact direct avec l'enfant ou avec le responsable sur place de son séjour. Le délai de 7 jours calendaires visé ci-dessus n'est pas applicable en cas de contrat conclu tardivement.</p> <p><b>Article 4 Information de la part du voyageur</b> Le voyageur doit fournir à l'organisateur et / ou à l'intermédiaire de voyages tous les renseignements utiles qui lui sont demandés expressément ou qui pourraient influencer raisonnablement le bon déroulement du voyage. Si le voyageur fournit des renseignements erronés qui entraînent des coûts supplémentaires pour l'organisateur et / ou l'intermédiaire de voyages, ces coûts peuvent lui être portés en compte.</p> <p><b>Article 5 Formation du contrat</b> 1. Lors de la réservation du voyage, l'organisateur ou l'intermédiaire de voyages est tenu de délivrer au voyageur un bon de commande conformément à la loi. 2. Le contrat d'organisation de voyages prend cours au moment où le voyageur reçoit la confirmation écrite de la réservation délivrée par l'organisateur de voyages, par l'entremise ou non de l'intermédiaire de voyages qui, dans ce cas, agit au nom de l'organisateur de voyages. Si le contenu du bon de commande diffère de celui de la confirmation du voyage ou si la confirmation n'a pas lieu au plus tard dans les 21 jours de la signature du bon de commande, le voyageur peut supposer que le voyage n'a pas été réservé et a droit au remboursement immédiat de tous les montants déjà payés.</p> <p><b>Article 6 Le Prix</b> 1. Le prix convenu dans le contrat n'est pas révisable, sauf si le contrat en prévoit expressément la possibilité de même que son mode de calcul exact et pour autant que la révision soit consécutive aux variations : a) des taux de change appliqués au voyage, et / ou du coût des transports, y compris le coût du carburant, et / ou e) des redevances et taxes afférentes à certains services. Il faut, dans ces cas, que les variations visées donnent également lieu à une réduction du prix. 2. Le prix fixé dans le contrat ne peut en aucun cas être majoré au cours des 20 jours civils précédant</p>	<p>jour du départ. 3. Si la majoration excède 10 % du prix global, le voyageur peut résilier le contrat sans indemnité. Dans ce cas, le voyageur a droit au remboursement immédiat de toutes les sommes qu'il a payées à l'organisateur de voyages.</p> <p><b>Article 7 Paiement du prix</b> 1. Sauf convention expresse contraire, le voyageur paye, à titre d'acompte, à la signature du bon de commande, une fraction du prix global ou total du voyage fixé dans les conditions particulières de voyage. 2. Dans le cas où le voyageur resterait en défaut de payer l'acompte ou le prix du voyage qui lui est dûment réclamé, après avoir été mis en demeure de manière légale, l'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages auront le droit de résilier de plein droit le contrat qui (les) lie à celui-ci et de mettre les frais à charge de voyageur. 3. Sauf convention contraire sur le bon de commande, le voyageur paye le solde du prix au plus tard un mois avant le départ, à condition qu'il ait préalablement reçu ou qu'il reçoive simultanément, la confirmation écrite du voyage et / ou les documents de voyage.</p> <p><b>Article 8 Cessibilité de la réservation</b> 1. Le voyageur peut, avant le début du voyage, céder son voyage à un tiers qui devra remplir toutes les conditions du contrat d'organisation de voyages. Le cédant doit informer l'organisateur de voyages et le cas échéant, l'intermédiaire de voyages, de cette cession, suffisamment longtemps avant le départ. 2. Le voyageur qui cède son voyage et le cessionnaire sont solidairement responsables du paiement du prix total du voyage et des frais de la cession.</p> <p><b>Article 9 Modifications par le voyageur</b> L'organisateur et / ou l'intermédiaire de voyages peuvent porter en compte au voyageur tous les frais résultant de modifications demandées par celui-ci.</p> <p><b>Article 10 Modifications avant le départ par l'organisateur de voyages</b> 1. Si, avant le départ, un des éléments essentiels du contrat ne peut être exécuté, l'organisateur de voyages doit en avvertir le voyageur le plus rapidement possible, et en tout cas avant le départ, et l'informer de la possibilité de résilier le contrat sans pénalité, sauf si le voyageur accepte la modification proposée par l'organisateur de voyages. 2. Le voyageur doit informer l'intermédiaire ou l'organisateur de voyages de sa décision dans les meilleurs délais et en tout cas avant le départ. 3. Si le voyageur accepte la modification, il y a lieu d'établir un nouveau contrat ou un avenant au contrat dans lequel figurent les modifications apportées et leur incidence sur le prix. 4. Si le voyageur n'accepte pas la modification, il peut demander l'application de l'article 11.</p> <p><b>Article 11 Résiliation avant le départ par l'organisateur de voyages</b> 1. Si l'organisateur résilie le contrat avant le début du voyage en raison de circonstances non imputables au voyageur, celui-ci a le choix entre : a) soit l'acceptation d'une autre offre de voyage de qualité équivalente ou supérieure, sans avoir à payer de supplément ; si le voyage offert en substitution est de qualité inférieure, l'organisateur de voyages doit rembourser au voyageur la différence de prix dans les meilleurs délais ; b) soit le remboursement, dans les meilleurs délais, de toutes les sommes versées par lui en vertu du contrat. 2. Le voyageur peut également, le cas échéant, exiger une indemnisation pour la non-exécution du contrat, sauf : a) si l'organisateur de voyages annule le voyage parce que le nombre minimum de voyageurs prévus dans le contrat, nécessaire à l'exécution de celui-ci, n'a pas été atteint et si le voyageur en a été informé par écrit dans le délai qui y était prévu, au moins 15 jours civils avant la date de départ ; b) si l'annulation est la conséquence d'un cas de force majeure, en ce non compris les surréservations. Par cas de force majeure, il faut entendre des circonstances anormales et imprévisibles, indépendantes de la volonté de celui qui les invoque et dont les conséquences n'auraient pas pu être évitées malgré toute la diligence déployée.</p> <p><b>Article 12 Non-exécution partielle ou totale du voyage</b> 1. S'il apparaît au cours du voyage qu'une part importante des services faisant l'objet du contrat ne pourra être exécutée, l'organisateur de voyages prend toutes les mesures nécessaires pour offrir au voyageur des substituts appropriés et gratuits en vue de la poursuite du voyage. 2. En cas de différence entre les services prévus et les services réellement prestés, il dédommage le voyageur à concurrence de cette différence.</p>	<p>3. Lorsque de tels arrangements sont impossibles ou que le voyageur n'accepte pas ces substituts pour des raisons valables, l'organisateur de voyages doit lui fournir un moyen de transport équivalent qui le ramène au lieu de départ et est tenu, le cas échéant, de dédommager le voyageur.</p> <p><b>Article 13 Résiliation par le voyageur</b> Le voyageur peut, à tout moment, résilier tout ou partie du contrat. Si le voyageur résilie le contrat pour une raison qui lui est imputable, il dédommagera l'organisateur de voyages et / ou l'intermédiaire de voyages pour le préjudice subi à la suite de la résiliation. Le dédommagement peut être fixé forfaitairement dans les conditions particulières ou dans le programme, mais il ne peut s'élever qu'à une fois le prix du voyage au maximum.</p> <p><b>Article 14 Responsabilité de l'organisateur de voyages</b> 1. L'organisateur de voyages est responsable de la bonne exécution du contrat conformément aux attentes que le voyageur peut raisonnablement avoir sur la base des dispositions du contrat d'organisation de voyages et des obligations découlant de celui-ci, indépendamment du fait que ces obligations doivent être remplies par lui-même ou d'autres prestataires de services, et ce sans préjudice du droit de l'organisateur de voyages de poursuivre les autres prestataires de services en responsabilité. 2. L'organisateur de voyages est responsable des actes et négligences de ses préposés et représentants, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, autant que de ses propres actes et négligences. 3. Si une convention internationale s'applique à une prestation faisant l'objet du contrat d'organisation de voyages, la responsabilité de l'organisateur de voyages est exclue ou limitée conformément à cette convention. 4. Pour autant que l'organisateur de voyages n'exécute pas lui-même les prestations de services prévues dans le contrat, sa responsabilité cumulée pour dommages matériels et la perte de la jouissance du voyage est limitée à concurrence de deux fois le prix du voyage. 5. Pour le surplus, les articles 18 et 19 de la loi du 16 février 1994 sont d'application.</p> <p><b>Article 15 Responsabilité du voyageur</b> Le voyageur répond du préjudice causé à l'organisateur et/ou l'intermédiaire de voyages, à leurs préposés et / ou à leurs représentants, par sa faute ou à la suite de la non-exécution de ses obligations contractuelles. La faute est appréciée par référence au comportement normal d'un voyageur.</p> <p><b>Article 16 Procédure de plainte</b> 1. <u>Avant le départ</u> Si le voyageur a une plainte avant le départ, il doit l'introduire au plus vite par lettre recommandée ou contre accusé de réception, auprès de l'intermédiaire ou de l'organisateur de voyages 2. <u>Pendant le voyage</u> Les plaintes qui surviennent durant l'exécution du contrat doivent être introduites au plus vite sur place, de manière appropriée et pouvant servir de preuve, afin qu'une solution puisse être recherchée. A cet effet, le voyageur s'adressera - dans l'ordre suivant - à un représentant de l'organisateur de voyages ou à un représentant de l'intermédiaire de voyages, ou directement à l'intermédiaire de voyages, ou finalement, directement à l'organisateur de voyages. 3. <u>Après le voyage</u> Les plaintes qu'il est impossible d'introduire sur place ou qui n'ont pas été résolues sur place de façon satisfaisante doivent être introduites au plus tard un mois après la fin du voyage auprès de l'intermédiaire et/ou auprès de l'organisateur de voyages, soit par lettre recommandée, soit contre accusé de réception.</p> <p><b>Article 17 Procédure de conciliation</b> 1. En cas de contestation, les parties doivent d'abord tenter de trouver un arrangement à l'amiable entre eux. 2. Si cette tentative de règlement à l'amiable n'a pas réussi dans un délai de 1 à 3 mois, chacune des parties concernées pourra s'adresser au secrétariat de la cellule conciliation de l'asbl Commission de Litiges Voyages pour entamer une procédure de conciliation. Toutes les parties doivent manquer leur accord. 3. Le secrétariat procurera aux parties une brochure d'information, un règlement de conciliation et un « accord de conciliation ». Dès que les parties concernées ont rempli et ont signé cet accord (en commun ou séparément), et dès que chaque partie a payé un montant de 50 euros, la procédure de conciliation sera entamée. 4. Conformément à la procédure simple décrite dans le règlement, un conciliateur impartial prendra contact avec les parties pour poursuivre une conciliation équitable entre elles.</p>	<p>5. L'accord éventuellement atteint sera acté dans une convention liant les parties. Secrétariat de la "Cellule conciliation": téléphone: 02277 61 80 fax: 02277 91 00 E-mail: <a href="mailto:conciliation.clv@skynet.be">conciliation.clv@skynet.be</a></p> <p><b>Article 18 Arbitrage ou Tribunal</b> 1. Si aucune procédure de conciliation n'a été entamée ou si celle-ci a échoué, la partie plaignante a en principe le choix entre une procédure devant le tribunal ordinaire ou une procédure d'arbitrage devant la Commission de Litiges Voyages. 2. En ce qui concerne les montants revendiqués à partir de 1.250 euros, chaque partie adverse a le droit de refuser une procédure d'arbitrage en envoyant une lettre recommandée au demandeur. Elle dispose pour cela d'un délai de 10 jours civils à dater de la réception de la lettre recommandée signalant l'ouverture d'un dossier d'un montant à partir de 1250 euros à la Commission de Litiges Voyages. En dessous de 1250 euros, seul le voyageur aura la possibilité de refuser la procédure d'arbitrage. 3. Cette procédure d'arbitrage est réglée par un règlement des litiges, et ne peut être entamée que si un règlement à l'amiable n'a pu être trouvé dans une période de 4 mois à partir de la fin (prévue) du voyage (ou éventuellement à partir de la prestation qui a donné lieu au litige). Les litiges concernant les dommages corporels ne peuvent être réglés que par les tribunaux. 4. Le collège arbitral, composé paritaire ment rend, conformément au règlement des litiges, une sentence contraignante et définitive. Aucun appel n'est possible. Secrétariat du collège arbitral, et secrétariat général de la Commission de Litiges Voyages :- téléphone: 02 277 62 15 (9h à 12h) - fax: 02 277 91 00 - City Atrium, Rue du Progrès 50, 1210 Bruxelles - e-mail: <a href="mailto:clv.gr@skynet.be">clv.gr@skynet.be</a> Conditions particulières 1. L'acompte prévu à l'article 7 s'élève à 30 % du prix total du voyage, avec un minimum de 100 € en tenant compte du point 3 et d'éventuelles conditions particulières imposées par le Tour-Opérateur ou certain croisiériste. Pour les voyages « à la carte », un acompte supérieur peut être demandé, en fonctions des conditions particulières de réservation de certains prestataires. 2. Le solde doit, sauf avis contraire, être versé au plus tard 30 jours calendaires avant le départ, en tenant compte du point 3. 3. En cas de non-paiement des montants dus à Gulliv'Air dans les délais prévus ou, si les frais d'annulation imposés par le TO dépassent le total des montants en possession de Gulliv'Air, l'agence se réserve le droit d'annuler la réservation. Toute facture échue ou chèque non honoré sera majoré de frais administratifs à concurrence de 15% avec un min. de 75€. En outre, tout retard de paiement des sommes échues entraînera de plein droit et sans mise en demeure, des intérêts de retard à concurrence de 15% l'an, avec un minimum de 50€. Ces pénalités sont prévues à titre de dommages et intérêts, en application des articles 1152 et 1299 du code civil. Tout litige autre que ceux gérés explicitement par la « commission litiges voyages » sera traité sous la seule compétence des tribunaux de l'arrondissement de Tournai (Belgique). 4. En cas d'annulation, lorsque Gulliv'Air est intermédiaire de voyages, les conditions d'annulations de l'organisateur de voyages sont d'application, majorées de frais administratifs variables, à concurrence de 10% avec un min. de 50€. 5. En cas d'annulation, lorsque Gulliv'Air est organisateur du voyage, les conditions d'annulation prévues à l'article 13, sont prévues forfaitairement comme suit : - pour annulation plus de 60 jours avant le départ: 15% du montant du voyage* - pour annulation de 59 à 30 jours avant le départ: 25% du montant du voyage* - pour annulation de 29 à 20 jours avant le départ: 50% du montant du voyage* - pour annulation moins de 19 jours avant le départ ou en cas de non-prestations le jour du départ: 100% du montant du voyage* Remarques : ce montant sera majoré des frais des titres de transports et autres prestations non remboursables, si ces derniers ont dû être émis. *Avec un min. de 75€ en tenant compte de l'article 13 6. En cas d'annulation, le coût des assurances reste à charge du client et n'est donc jamais récupérable. 7. En signant le présent bon de commande, le soussigné donne à l'agence de voyage intermédiaire, pouvoir exprès de le représenter valablement dans tous les rapports avec les prestataires et organisateurs, et plus particulièrement celui de signer en son nom le(s) document(s) de voyage délivré(s) par l'organisateur éventuel du voyage.</p>
--	---	--	---